

1984 juillet-août-sept

n°ISSN 0181-1800

N°25 5^F

ALARME

ORGANE DU **F**ERMENT **O**UVRIER **R**EVOLUTIONNAIRE EN **F**RANCE

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSONS NOUS !

SUPPRIMONS LES POLICES; LES ARMEES. LA - PRODUCTION DE GUERRE

LES FRONTIÈRES, LE TRAVAIL SALARIE

ARMES POUVOIR ECONOMIE AU PROLETARIAT

**LE PROLETARIAT
EST**

REVOLUTIONNAIRE

OU

IL N'EST RIEN !

EDITORIAL

Les 43% d'abstention aux élections européennes ont pleinement démontré que s'abstenir n'est rien et que lutter est tout. La différence réside entre le scepticisme désabusé et le boycott, la remise en cause de l'écrasement "égalitaire" des classes. La démocratie bourgeoise masque ces dernières avec le citoyen, atome social reproduit en un nombre d'électeurs "tous égaux en droit et en devoir", supportant plus ou moins gaiement sa séparation avec sa vie réelle qui consiste à subir la production et la reproduction quotidiennes de ce système basé sur l'achat et la vente de la force de travail.

La désorientation et la confusion sont aujourd'hui les caractéristiques qui dominent parmi les prolétaires et elles signifient la manque d'orientation et d'organisation communistes. Elles sont le résultat de la confusion majeure soigneusement entretenue par toutes les forces politiques, sur la nature prolétarienne du P"C" et du P"S". Leur action gouvernementale a semblé être une trahison pour les sidérurgistes ou les métallos et a provoqué leur colère contre leurs "défenseurs". Cependant, cette colère ne s'est pas organisée résolument contre l'encadrement et les objectifs politiques et syndicaux, et c'est justement l'organisation des prolétaires qui leur permet de garder la mémoire de leurs actes et d'en tirer la signification.

La forte abstention en milieu ouvrier a accéléré le déclin du P"C" qui a choisi le retrait dans l'opposition pour se refaire une virginité et qui fera encore sentir sa force par son amplificateur syndical.

Cependant le trait le plus marquant de ces derniers mois est l'intensification du chauvinisme et de la violence anti-immigré, prétexte à la violence anti-ouvrière. Là, l'extrême-droite mobilise tout ce qu'il y a de plus réactionnaire dans la population, y compris et tête la première, de nombreux prolétaires.

En effet, c'est le Front National qui a récupéré des votes ouvriers (quoique ceux-ci se soient surtout abstenus) et non pas les gauchistes dont la "tactique" électoraliste a échoué. Ils devaient pourtant récupérer les votes des "déçus de la gauche" ; les "petites gens", ingrats, ont préféré Jean-Marie à Arlette. Toujours est-il que si cette soit-disant montée du fascisme se démontrait demain, elle n'en aurait pas moins cristallisé un état d'esprit qui survivra sûrement à ses structures.

Ainsi la droite et l'extrême-droite exercent une pression de plus en plus forte pour des mesures de plus en plus anti-ouvrières, surenchérissant sur la gauche et le P"C". Ce dernier, en se dégageant du gouvernement, lèche ses plaies et tente lentement de refaire sur face en tant qu'opposition loyale dotée d'une "personnalité" propre. Ce qui ressort de tout cela c'est que la vie politique (hormis quelques exceptions, la situation française est significative) est dominée par les appareils capitalistes. L'affrontement ne se joue pas entre prolétariat et capital mais entre Guignol et Gnafron ; les prolétaires sont bastonnés après avoir été ébaudis.

L'hystérie nationaliste, pleinement réalisée par le Front National, est le résultat d'un long processus imposé par l'exacerbation de la concurrence capitaliste au nouveau mondial. Cela part des "Produisons Français", "nous ne voulons pas d'un Hong-Kong sur Seine" et autres gâteries bulldozériennes du P"C" F, pour aboutir au "les français d'abord, les immigrés dehors" du F.N. Le tout soigneusement orchestré par les gouvernements successifs, sur fond d'hystérie sportive et de campagnes (télé, journaux, radio, cinéma) sur l'"insécurité" du citoyen.

La défense de la patrie et de la nation prend un tour presque aussi exacerbé que pour une guerre. Et il s'agit bien d'une guerre économique où les guerres locales et l'industrie de l'armement jouent un rôle déjà très important et dont les sans-réserve font encore les frais.

Comme dans tout conflit entre forces capitalistes, la politique communiste est celle du défaitisme révolutionnaire: à bas la patrie ! A bas la Nation !

Nous devons refuser tout sacrifice: en temps de travail, en salaire, en productivité, en présence policière, etc. Nous devons exiger moins de travail et plus de paie, la diminution de la productivité, réquisitionner les logements vides (pour commencer), intégrer le temps passé dans les transports et à se mettre en règle avec les autorités, dans le temps de travail. Nous devons refuser tout type de lutte et toute méthode favorisant la division entre prolétaires : isolement dans une région, un pays ou une ville en empêchant les trains d'y passer, sabotage des produits "étrangers", augmentation de salaires en pourcentage, primes de tous types, luttes usines par usine, enfermement sur le lieu de travail, etc..;

Au lieu de cela il faut développer les actions par piquets de grève volants visant à l'extension du mouvement et à sa popularisation par la propagande, la réappropriation des produits de consomma-

tion et des moyens de production, l'appel à la solidarité dans les pays limitrophes, le refus de négociations et de solutions séparant les prolétaires en sexes, races, nations, catégories,...

Toutes ces mesures définissent, à la lettre ou dans leur esprit, une orientation qui rompt avec le cadre, les moyens et les buts syndicalistes et donc capitalistes.

Le désarroi parmi les prolétaires vient de ce que tous ceux qui parlaient pour eux se discréditent lentement et qu'un vide se creuse de plus en plus entre ceux qui parlent et ceux qui subissent.

L'organisation pour nos propres intérêts, à savoir rendre les coups que nous assène ce système et le détruire pour en finir avec toute exploitation : voilà le pas qui est à franchir, la nécessité impérieuse qui peut seule sortir l'humanité de sa préhistoire.

- (++) -

Une frontière chasse l'autre...

Des nationalistes basques, membres de l'organisation militaire ETA, ont été extradés après décision du pouvoir exécutif français. Cet événement a surtout permis aux démocrates de tout poil de s'adonner à leur sport favori : la joute oratoire ou écrite sur le bien fondé ou l'injustice de telle ou telle décision. Dans ce cas précis : la France terre d'asile, a-t-elle ou non trahit sa réputation ? Les opinions, y compris parmi les " socialistes " sont partagées. Et pourtant rien de bien fondamental ne les distingue.



- Jura. J'ai trouvé la solution humanitaire : nous expulserons les grévistes basques de la falaise au Sahel !

En effet, la France n'est une "terre d'asile" que lorsque l'intérêt mesquin de son capital national ou lorsque l'intérêt du capitalisme international n'est pas en danger. Un point c'est tout. Le reste n'est que verbiage à facette plus ou moins humanisante. Rappelons brièvement quelques faits.

Après la guerre civile espagnole (1936-1939) et la victoire obtenue par Franco grâce aux "anti-fascistes" représentés principalement par le stalinisme, nombreux furent les prolétaires espagnols qui durent se réfugier en France. Le pouvoir démocratique français les accueillit dans des camps de travail où ils travaillaient

comme des brutes sans que pour autant ils soient nourris en conséquence. Deux ou trois ans plus tard beaucoup furent contraints de s'engager dans la légion étrangère puis dans les maquis pour échapper à la prison et à l'expulsion. Les prolétaires espagnols qui surent, dans des conditions difficiles, maintenir une position internationaliste en ont au premier chef subi les conséquences.

Dans les années 60, l'Etat massacra les algériens en France, s'adonnant à la plus répugnante répression connue sous le nom de "ratonnades".

Enfin, pour donner un dernier exemple, l'Etat "socialiste" en bon représentant du capitalisme français, humilie, contrôle et expulse les travailleurs immigrés dont il n'a momentanément plus besoin dans sa course au profit.

Si les basques de l'ETA ont été extradés, c'est parcequ'ils ont commis des "crimes de sang" nous dit-on. Mais à qui peut-on faire croire cette farce, alors que durant de nombreuses années, y compris sous le pouvoir de "droite", ceux-ci trouvaient refuge et assistance en France ? S'il y a extradition c'est au nom des "bonnes relations capitalistes" entre la France et l'Espagne, au moment où le problème basque commençait à sérieusement gonfler les autorités espagnoles.

D'autre part, les "crimes de sang" de la clique nationaliste basque, pour aussi crapuleux qu'ils soient, ne sont rien relativement à ceux que les Etats constitués dans le monde ont accompli : deux guerres mondiales auxquelles s'ajoutent depuis la fin de la deuxième, les guerres sectorielles incessantes.

La guéguerre entre l'ETA et les gouvernements de Paris et de Madrid est une guéguerre entre tendances d'un même système d'exploitation induisant les "mêmes crimes de sang". D'un point de vue anti-capitaliste les nationalistes quels qu'ils soient ne représentent aucun danger. Ils ne font, dans certains cas, que gêner les intérêts de tel ou tel capital national lié à un des deux grands impérialismes qui se partagent le monde. Mais la racaille nationaliste entrave constamment la lutte prolétarienne et la conscience de classe.

Lors des luttes ouvrières en 1976 à Vitoria, capitale de la province basque de Alava, personne ne songeait à l'ETA et à son nationalisme puant. C'était une partie du prolétariat international qui s'insurgeait. C'est cela qui fait trembler réellement tous les gouvernements/oppositions du monde entier.

De "gauche" ou de "droite", totalitaires ou démocrates, les Etats répriment le prolétariat (et avant tout ses éléments plus conscients et décidés) lorsqu'il se manifeste comme force antagonique.

En Espagne, le nationalisme basque est une des forces qui a barré la route à la radicalisation de la lutte ouvrière dans les années 70. C'est pourquoi, en tant qu'organisation révolutionnaire nous ne nous solidarisons pas plus avec les extradés basques qu'avec les gouvernements de Paris et de Madrid. Les uns comme les autres représentent ce que nous vomissons le plus : le capital, ses frontières et ses Etats.

(sur l'ETA, nous conseillons vivement la lecture de l'article intitulé : "ETA, d'où vient-elle et où va-t-elle ?" dans Alarme n°7 mars 1980).

Pour toute correspondance:

ALARME
Boite Postale 329
75684 Paris cedex 13

ADRESSES DU FOR NOIRS DE FRANCE :

- Espagne (ALARME) : écrire à l'adresse suivante sans autre mention :
APDO 5355 BARCELONA (ESPAGNE)
- Grèce (Kommunistiko Vima) à l'adresse suivante sans autre mention :
FOR, Sokratous 59, Athènes (Gr.)
Une permanence y est assurée chaque lundi de 19h à 20 h.
- Italie (ALLARME) : écrire à l'adresse en France.

economisme contre Communisme

Inflation, déflation, exportation, importation, crise... ces termes reviennent dans l'information quotidienne, ils précèdent la météorologie et semblent être des entités presque aussi naturelles que les coups de vent, les brises marines, les anti-cyclones et les tempêtes.

Certains chefs politiques font eux-mêmes de telles comparaisons : la nation en proie à la crise économique n'est autre, pour eux, que le navire soumis à la tempête; les gouvernements ou capitaines font au mieux des intérêts communs face aux éléments naturels déchaînés.

Alors quelle est la solution ? Comme toujours, l'homme doit continuer à progresser le long du chemin sans fin de la maîtrise de la nature, de manière à ce que le genre humain évite les crises économiques avec autant de facilité qu'il peut éviter aujourd'hui la foudre grâce au paratonnerre.

Voilà, en la caricaturant à peine, la vision et la compréhension du monde qui nous est injectée à grosse dose journalière avec une seringue à effets intramatière grise. La science économique nous apparaît donc comme une science humaine et son premier axiome semble être : le capitalisme, mode naturel de l'organisation de la société, a toujours existé, existe et existera toujours. Les lois du marché semblent aussi naturelles que celles de la gravitation.

Or si l'on peut supposer que l'économie est bien une science, peut-on lui donner la caractéristique d'humaine ? Pour nous, non, dans la mesure où elle nie tout ce qu'il y a d'humain en l'homme, elle est une science inhumaine. Expliquons-nous. Lorsque Napoléon demande à Laplace où est dieu dans son système, ce dernier répond : "je n'ai pas besoin de cette hypothèse". Si nous posons la même question quant à l'homme dans le système capitaliste et dans la science économique, la réponse ne peut être que similaire : "l'hypothèse -être humain- n'est pas nécessaire dans le système capitaliste". En effet l'individu dans ce système n'est que capital variable, ses révoltes, ses désirs, ses passions, en un mot ses réactions humaines sont niées : il ne mange pas pour vivre, il vit pour manger.

L'Homo sapiens a beaucoup progressé au cours des siècles mais le voici arrivé après environ 3/4 de siècle de décadence à l'Homo economicus ou homme moderne pâle caricature de l'humain, arraché à ses racines, automatisé, informatisé, malaxé, exploité, individu produit à grande échelle non pas par manipulation génétique mais par manipulation sociale, fruit d'un abrutissement généralisé.

Cet article serait bâtard s'il s'attaquait uniquement à la "science économique". Il a surtout pour but de critiquer la société qui produit une telle science, et les pratiques, présentes et futures, des groupes et personnes révolutionnaires qui ne considèrent le prolétariat que comme classe se mouvant uniquement sous la contrainte du besoin en terme de consommation : pénuries ...

L'économie s'est mise au goût du jour et elle utilise les techniques et sciences modernes. Elle s'appuierait même selon certains sur le matérialisme : l'homme uniquement sujet de besoins (non pas historiques ou sociaux, mais strictement liés à la consommation), n'est-ce pas matérialiste ? Pas pour nous, car c'est au mieux du matérialisme vulgaire : si le prolétaire ne peut être qu'un consommateur on peut alors se demander pour quoi et comment le jeune prolétariat réalisa la Commune de Paris ou la révolution en Espagne. On peut demander aux personnes et groupes révolutionnaires s'ils le sont parce qu'il y a une pénurie de biens de consommation en Europe. Peut être le manque de magnétoscopes ?

Non, soyons sérieux ! Quel révolutionnaire conséquent peut adopter comme fondement une théorie (et une pratique induite) qui nie l'humain, qui le caricature en modèle automatisé qui réagit lorsque le courant vient à manquer, de manière aussi sûre et non mécanique que l'hydrogène et l'oxygène réagissent pour former de l'eau lorsque certaines conditions sont remplies. Le prolétariat sujet de l'histoire ne pourra pas se contenter de réagir quasi-automatiquement pour vaincre et en tant que sujet il devra réagir avec une conscience de classe. Pour que triomphe la révolution communiste il faut qu'une fraction importante du prolétariat ait des aspirations sociales en opposition radicale avec la société capitaliste. Qu'elle mette à la base de ses aspirations des besoins

non satisfaits en terme de consommation, c'est -puisque l'homme est un être social- réduire la société à une ruche dans laquelle la reine restreindrait l'accès au miel, déclenchant la révolte de la ruche qui la supprimerait, déclarant le gourmandisme intégral. Ce matérialisme là est inconsistant, il nie toute subjectivité au prolétariat et donc se nie lui-même. Les groupes révolutionnaires qui se trouvent sur ce terrain-là se fourvoient complètement.

Il convient de rappeler que le communisme ne sera pas le fait d'une société animalière mais d'une société humaine.

Quant à la société présente, l'économie en est la science infuse qui se dégage le plus directement d'elle. Elle théorise, synthétise et modélise la base de la société. Une critique sur le fond de cette science ne peut donc être qu'une critique sur le fond de cette société.

Le modèle automatisé de cette théorie correspond donc à l'homme déshumanisé, atomisé, qui s'impose toujours plus aujourd'hui soit dans nos rencontres avec les autres, soit même jusqu'à nos rencontres avec nous-même. Les progrès techniques indéniables se retournent souvent contre le prolétariat et l'humanité en général. Progrès technique (ou croissance des forces productives) et progrès social prennent des chemins opposés, en cela réside la décadence et en rien d'autre. Le prolétariat a montré (vague révolutionnaire 1917-1937) qu'il pouvait en finir avec le capitalisme, les forces productives qui sont le support maté-

riel du communisme ont suffisamment cru pour ne plus permettre que l'organisation communiste de la société. A partir de là le capitalisme n'a plus de raison d'être : sa survie détruit tous les jours par la guerre, les accidents du travail de la route, le stress, ... et risque de détruire à tout jamais la planète en 67 minutes et 34 secondes par exemple si un météorite quelconque venait à détruire un satellite militaire russe ou américain (chacun croyant à une attaque de l'autre).

Penser que la révolution communiste n'est possible et la société en décadence que s'il existe une crise économique amène à des abérations du genre : sans crise économique, le capitalisme est progressiste, si la plus-value est extorquée et réalisée, peu importe que le prolétariat soit davantage exploité, sacrifié en cas de guerre, peu importe que le communisme soit possible comme on l'a vu au début du siècle. Pour ceux qui le pensent, la société est progressive et le communisme impossible (précisons que pour nous le capitalisme ascendant du XIX^e siècle ne nie pas la possibilité du communisme). Les dogmes froids sont à mettre de côté pour la révolution sociale ; avec ou sans crise économique le capitalisme est décadent. Seul, aujourd'hui, la révolution communiste est à l'ordre du jour, le prolétariat doit se mettre en branle et en finir avec cette société, pour cela nous ne pouvons adopter des méthodes de raisonnement qui sont celles de la classe dominante et émanent directement de la décadence du capitalisme.

Permanences en France :

Paris : les seconds samedi de chaque de 14 à 16 h au café au "rond point" métro Père la Chaise.

Tours : tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17 h au café "le bordeaux" place de la gare, soit le 27/10 et le 29/12

Nancy : tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17 h au café de la gare, place de la gare, soit le 24/11, et le 26/1/85

Abonnements

ALARME ORGANE du F.O.R. en France
1 an.....4n°.....20 F
ALARMA organe du F.O.R. en Espagne
1 an.....4n°.....20 F

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de:
ALARME
CCP n°151628 U Paris

Proletaire, tes papiers!!

Le gouvernement de gauche, celui du peuple de France, vient de s'intéresser aux problèmes des immigrés. Il s'est, à cette occasion, publiquement vanté d'avoir arrêté l'entrée de nouveaux étrangers et soutient, la main sur le cœur, qu'il ne veut lourder "que" les clandestins, et empêcher les familles de se réunir.

Bref, la chasse à l'homme (et à la femme et aux enfants) est ouverte, et les contrôles d'identité vont s'intensifier, comme aux beaux jours de Poniatowsky.

De bonnes âmes s'émeuvent : la gauche "se comporte comme la droite", prouve que l'idiotie et la fausse naïveté ne craignent pas la répétition. Pour d'autres, ce n'est pas assez, il faut "les" virer tous. Enfin il existe un dernier carré qui demande de noyer aussi les immigrés de deuxième génération.

Pour nous, l'affaire est plus simple, mais pour l'instant bien plus dure à réaliser : le prolétariat n'a absolument pas de force, ni même un simple sentiment unitaire à opposer aux pourritures politicardes, policières, journalistiques et syndicales qui sont déversées sur une importante partie de ses membres.

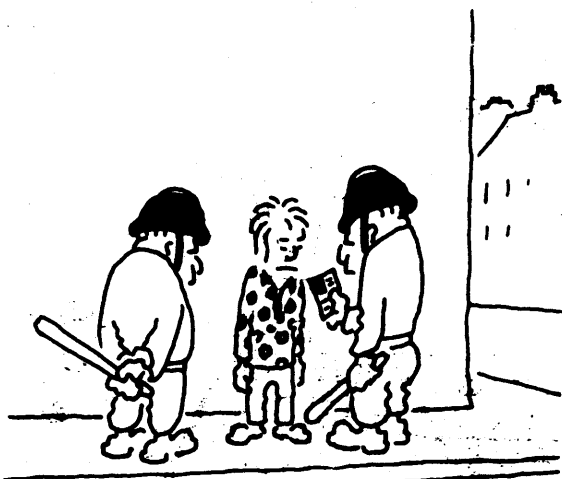
Pourtant la seule solution est de refuser toute expulsion, corollaire du refus de tout licenciement ou de toute expulsion de logement, l'ouverture complète des frontières, se regrouper autour de chaque patrouille effectuant un contrôle, exiger leur suppression, voire-même les disperser...

L'infamie que représentent ces "contrôles d'identité" prouve largement ce qu'est notre civilisation. En effet, toute personne ne disposant pas d'un bout de carton avec photo et tampon, a perdu son identité. Pourtant chacun sait qui il est et s'il ne le sait plus, ce n'est pas ce chiffon-là qui le lui réapprendra. Donc c'est pour d'autres que l'identité compte; elle compte d'ailleurs une fois numérotée et fixée pour la vie! Pas question de s'appeler Jules Lafleur un jour et Paul Chagrin le lendemain !

Il faut de la discipline citoyen ! Chacun est catalogué, repéré, fixé et contrôlé dans ses déplacements intra ou inter nationaux, dans ses échanges marchands et dans ses éventuels actes antisociaux, en toute liberté civique bien sûr.

C'est pour cela que la question de l'identité (non pas "qui suis-je" mais "avec qui", non pas "où vais-je" mais "pour quoi suis-je") et son contrôle ne peut se laisser enfermer dans un ghetto immigré mais nous agresse tous, en tant que prolétaires.

Cette société réduit notre être à un numéro sur un papier (voire sur la peau), c'est elle que nous devons réduire à un souvenir couché sur le papier.



SUBSCRIPTION
Pour développer la diffusion de nos idées en France, en Espagne, en Israël, en Grèce et éventuellement dans d'autres pays, nous avons besoin de moyens financiers supérieurs à ceux qui sont les nôtres. Envoyez-nous votre soutien à l'ordre de: **ALANNE**
CCP n°151628 U Paris

\$ Ecrivez-nous! \$
\$ Prenez contact avec nous! \$
\$ Militez pour la Révolution \$
\$ Socialiste! \$
#####

« Le Prolétariat est Révolutionnaire ou il n'est Rien! »

Sous le règne du capital sur le travail, du capitalisme sur la société, le prolétaire est une marchandise et rien de plus. Il est dépossédé de tout à l'exception de sa force de travail qu'il est contraint de vendre au possesseur/administrateur des moyens de production. Il est dépossédé de toute humanité et ne constitue qu'un rouage nécessaire à la survie d'une société basée sur le profit et non sur les besoins de chaque être social.

C'est ainsi fondamentalement, malgré les diverses phraséologies humanistoïdes des racailles dirigeantes qui se succèdent au pouvoir, que sont considérés les exploités sur la croûte terrestre.

" On reproche (à Ricardo X) de ne pas se soucier des "êtres humains" et de n'avoir en vue dans son étude de la production capitaliste, que le développement des forces productives, quels que soient les sacrifices en hommes et en valeurs au prix desquels ce progrès ait été acheté. C'EST LA JUSTEMENT SON MERITE."

(Marx, Capital livre III)

Oui, c'est là justement son mérite en tant que scientifique étudiant les faits et rien que les faits. Notre mérite, en tant que force vivante et agissante, sera d'annihiler les causes qui produisent ces faits si justement décrits. Ces faits, aussi durs soient-ils, nous ne les nions pas, nous voulons les combattre. C'est en les combattant que nous cessons d'être une vulgaire marchandise qui ne se distingue du blé et du coton que par sa capacité à ajouter de la valeur à la valeur déjà existante. Pour le reste, il n'y a pas de différence. Exactement comme la valeur de toute marchandise, la valeur de la force de travail est déterminée en moyenne par la quantité de travail nécessaire à sa production. Sous le régime du salariat comme les différentes sortes de travail ont des valeurs différentes, elles doivent nécessairement avoir des prix différents sur le marché du travail. Réclamer une rémunération égale ou même juste sous le régime capitaliste, c'est réclamer la liberté sur la base du système de l'esclavage.

Pour aussi cru que cela puisse paraître, il faut voir la réalité en face pour être à même de prendre le taureau par les cornes.

D'autre part, l'exploitation de l'homme par l'homme sous la domination salariale est beaucoup plus perfide que sous l'emprise des systèmes antérieurs. En effet dans un cas (celui de l'exploitation capitaliste) le travail non payé paraît être fourni volontairement puisque les parties payées et non payées du travail sont inséparablement entremêlées, et dans l'autre (cas du servage par exemple) arraché par la contrainte. Cette partie non payée du travail est ce que l'on appelle la plus-value, valeur indispensable au capital pour son accumulation. Sans elle il ne peut vivre.

Cette forme d'exploitation est l'aboutissement de l'évolution par secousses successives de l'humanité jusqu'à nos jours. Elle domine intégralement la surface du globe de l'hémisphère nord à l'hémisphère sud, sous Castro comme sous Deng Chiao Ping, sous Pinochet comme sous Mitterrand, au moment même où toutes les conditions objectives sont réunies pour abolir frontières, Etat et classes sociales. De là provient sa décadence et sa barbarie qui accentuent à l'extrême ce qu'initialement elle contenait d'anti-humain.

Le prolétariat quant à lui de par sa place dans les rapports de production, a tendance à agir en tant que force antithétique face au capital. Mais sa conscience révolutionnaire de classe ne s'affirme pas de façon linéaire et progressivement ascendante. Victoires et défaites jalonnent le chemin de son émancipation. Malheureusement, la défaite qu'il a subie lors de sa première et unique vague internationale de lutte (1917-37), a corrompu l'essence même de son combat classiste. Cette défaite a comme catalyseur le rouleau compresseur que le stalinisme comme élément plus conscient et décidé a employé contre la subversion de la société marchande. S'ajoute comme facteur anti-prolétarien, le rouage désormais indispensable au capital qu'est le syndicalisme, plus apte encore, quel-

qué soit sa tendance, à s'immiscer là où le combat de classe pourrait s'affirmer plus vigoureusement.

C'est entre la Russie dite socialiste et le syndicat "préoccupé" du beefsteack de l'ouvrier, que les prolétaires ont, mis à part quelques escapades dont nous devons tirer profit, été pressurés afin qu'ils ne se manifestent pas en tant que classe sociale consciente.

Le mythe russe s'effondre chaque jour un peu plus. Les syndicats qui jouent toujours activement leur rôle, se plaignent des désertions en leur sein. Les luttes défensives d'un prolétariat acculé par les restructurations se situent, avec ou sans débordement de la structure syndicale, généralement sur le terrain et la logique capitalistes. Quant aux révolutionnaires organisés, ils tiennent dans un mouchoir de poche et sont souvent plus préoccupés de façonner des grandes envolées lyriques et générales sur l'inéluctabilité de la remontée des luttes, que de se mouiller, dans la mesure de leur force, dans tous les aspects de la lutte de classe (organisation, contenu des revendications, anti-syndicalisme pratique...)

En tant que prolétaires révolutionnaires nous devons intervenir à tous les niveaux possibles relativement à la situation, sans attendre que l'ensemble du prolétariat en lutte comprenne ce que nous avons déjà compris. C'est dans ce sens que nous réaffirmons ici même les bases énoncées dans notre "pour un second manifesté communiste" ainsi que l'orientation générale des "tâches de notre époque" qui en découle. Notre combat doit, aujourd'hui plus que jamais, s'attaquer au fondement même de l'esclavage moderne, le travail salarié. "Abolition du travail salarié" est un mot d'ordre révolutionnaire et même le mot d'ordre révolutionnaire par excellence. Mais avant tout, il est une compilation de perspectives d'actions proprement révolutionnaires qui doivent être comprises, même confusément, par ceux qui doivent s'émanciper du travail aliéné. Ces perspectives d'actions inextricablement liées entre elles touchent tous les aspects de la société actuelle ; le politique, l'économique, l'organisationnel, le social.

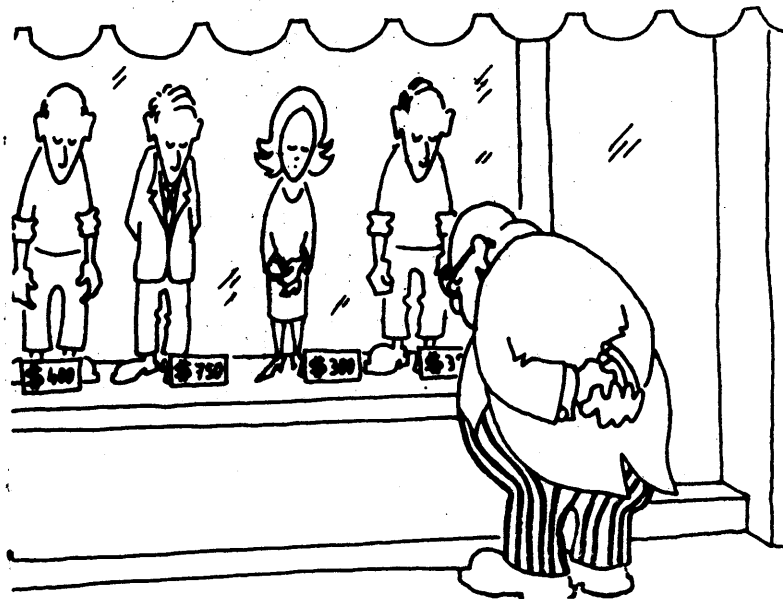
Pour survivre, le capitalisme lutte par tous les moyens contre notre constitution en classe indépendante pour profiter pleinement de la plus-value nécessaire à son besoin constant d'accumulation. Pour casser

cette accumulation et rendre effective l'union grandissante des prolétaires, nous devons intervenir activement :

- pour la réduction radicale de la journée de travail et de son intensité, ainsi que pour l'augmentation massive du salaire réel.
- contre l'appendice capitaliste qu'est le syndicat par l'organisation indépendante de classe
- Contre l'économie capitaliste privée, étatique, nationale et supra nationale.

Comme il ne peut s'agir en aucun cas d'améliorer ou de développer l'économie fondée sur le "capital-salariat" mais d'en finir avec elle, il est indispensable de lier les perspectives d'actions sans solution de continuité aux mesures suprêmes de la révolution prolétarienne mondiale réalisables qu'avec la dictature révolutionnaire du prolétariat.

Mais de ces orientations générales de lutte il en est une qui est trop souvent laissée pour compte, y compris parmi les révolutionnaires qui ne se contentent pas de déblatérer trois ou quatre crédos du programme communiste, laissant la spontanéité des masses se démêmer dans les fonds boueux de la lutte quotidienne ; c'est de la hiérarchie dont nous voulons parler.



Prise dans son ensemble, en général, la classe prolétarienne d'un point de vue capitaliste perçoit plus ou moins le prix de sa valeur marchande estimée en argent. Mais n'oublions pas le célèbre adage "diviser pour régner", et constatons la hiérarchisation incroyable qui existe au sein même du prolétariat ;

hiérarchie fomentée et défendue par ceux là même qui prétendent la défendre, le syndicat principalement. De ces miettes obtenues par abdication individuelle ou collective des éléments sociologiquement constitutifs de notre classe, nous n'en voulons point. Ces éléments nous devons les dénoncer et les combattre de la même manière que les jaunes lors des grèves. Le prolétariat a beaucoup plus besoin "de son courage, de son respect de soi, de sa fierté, et de son goût de l'indépendance que de son pain". Surtout lorsque ce pain est obtenu par trahison à sa classe. Cette hiérarchie, nous devons la combattre là où nous nous trouvons et dans tous les mouvements si nous voulons effectivement contribuer à l'union grandissante du prolétariat en vue de la subversion communiste de la société.

Mais voilà, il est souvent plus facile de parler abstraitement de la société future que d'impulser ce qui devrait être le b.a. ba de tout communiste dans la pratique. D'autre part le refus de la hiérarchisation dans notre classe doit constituer la base du refus de la hiérarchisation en général. C'est avec un

mouvement uni et solidaire que nous ferons éclater en mille morceaux le capital et sa logique. Cette perspective d'action et sa mise en pratique constitue de plus une garantie supplémentaire contre tous les risques de dégénérescence de la future révolution communiste. De même que c'est en s'organisant qu'il apprend à s'organiser, c'est en luttant contre toutes les divisions en son sein que le prolétariat apprend l'union fraternelle de classe. C'est à cette tâche que nous nous attelons depuis toujours. C'est à cette tâche qu'il faut s'atteler.

Cet apprentissage par la lutte de classe est fondamentale pour qu'abolition du salariat ne soit pas qu'une belle phrase inscrite sur quelques murs, et pour que la suppression de la division du travail ainsi que les classes sociales elles-mêmes soient un jour réalité. C'est l'édifice tel qu'il est actuellement que nous devons abattre pour que l'ensemble de l'humanité puisse bénéficier de ses énormes possibilités, et que les capacités individuelles et collectives puissent profiter à l'ensemble de l'espèce sans différenciation sociale aucune.

IRAK: Défaitisme Révolutionnaire!

N'étant pas présent directement dans tous les conflits mondiaux, nous tirons nos informations, lorsque nous ne sommes pas directement informés, de la presse capitaliste quelque soit sa tendance. Il n'y a pas actuellement d'autres solutions. Même en lisant entre les lignes, la vision d'un événement est trop souvent circonscrite par ce que les journalistes capitalistes veulent bien en dire. Dans de nombreux cas, l'essentiel, d'un point de vue classiste, est omis ou tronqué dans les pages de la presse quotidienne ou hebdomadaire. Le pouvoir d'informer étant basé sur le pouvoir économique il n'y a pas à s'en étonner, d'autant plus que c'est cette économie que nous voulons abattre partout dans le monde.

Nous avons dans notre numéro 23 (février 84) écrit un article basé sur des informations directes sur la situation en Irak (désertions, fraternisations au front dans la guerre avec l'Iran etc...). Nous venons de recevoir la revue du GCI X, dans laquelle un article plus complet décrit des aspects importants de la situation actuelle en Irak et au front. Nous publions ci-dessous quelques extraits descriptifs de cet article ainsi qu'à la fin les commentaires qu'ils nous suscitent.

Extraits de l'article :

"...Le déclenchement, en septembre '80, de la guerre contre l'Iran a contraint la bourgeoisie irakienne à cimenter, le plus solidement possible, la sainte entente nationale. Il s'agit d'amener la population à se solidariser plus fort encore avec les exploités. La terreur sur le front se complète ainsi de mesures de répression. sans

précédents à l'intérieur du pays pour contraindre les prolétaires à soutenir la guerre en cours par le travail. Pour combler le manque de main -d'oeuvre dû à l'enrôlement de 60% des prolétaires dans l'armée, l'Etat en Irak a recouru à la mobilisation civile avec l'aide de différentes "organisations populaires" créées et soutenues par le parti bas au pouvoir : "Unions d'étudiants", "Ligues de femmes", "Syndicats de métier", "associations de défense",... recrutent des étudiants, des femmes, des écoliers, des retraités,... forcés de remplacer les ouvriers partis au front. Plus de 50% du salaire est prélevé pour régler les dépenses de guerre et le temps de travail est brutalement augmenté au nom -bien entendu- de "la lutte pour la nation arabe" et de "la défense de l'intérêt national". Mais face à cette désorganisation des ouvriers, face à cette tentative de liquidation physique du prolétariat en tant que classe, surgissent les actions défaitistes comme réponse de classe. A l'intérieur du pays, celles-ci se matérialisent par le refus pur et net des décisions gouvernementales, par le refus de la paix sociale, le rejet de "l'union sacrée", le rejet de la guerre au travers de la lutte contre le travail, contre l'exploitation forcée à laquelle la bourgeoisie veut soumettre le prolétariat.

A Bagdad, Bassorah, Mossoul, Kuh, Suliamania, Amara,... des prolétaires ont refusé les décisions de l'Etat, les campagnes pour le "travail populaire" et se sont affrontés aux forces de l'ordre. A Mossoul, les affrontements -déclenchés plus particulièrement par les étudiants- ont été spécialement violents et se sont soldés par des blessés dans les deux camps : le mouvement a pris de l'ampleur et s'est étendu dans les autres villes de cette région, à Doukak entre autres. Durant les mois précédents déjà, les ouvriers des travaux publics avaient déclenché des grèves à Rania et Suliamania, contre les décisions du gouvernement d'augmenter l'horaire "normal" de 4 heures supplémentaires, les obligeant à travailler 12 heures par jour !...»

« ...Les prolétaires irakiens et iraniens font l'expérience, on ne peut plus actuelle, des nécessités bellicistes du Capital : il n'est pas possible de rendre en chiffres (nous laissons cette tâche morbide aux froids statisticiens des diverses rubriques journalistiques !) la monstruosité de l'entreprise de destruction humaine organisée par les fractions bourgeoises rivales. Face aux horreurs de la guerre impérialiste, les soldats irakien et iraniens tentent d'opposer l'action défaitiste et la fraternisation sur le front.

Dans le Nord Kurdistan, alors que les nationalistes kurdes donnent un coup de main à l'Etat capitaliste en Irak en emprisonnant ou en massacrant les déserteurs, un groupe de soldats irakiens placés en première ligne a fraternisé avec les soldats iraniens. De même, lors de la "bataille de Fouka", la majorité des soldats irakiens ont refusé d'obéir aux ordres. Parallèlement à cela, ils projetaient d'organiser la fraternisation avec les soldats du camp "adverse". Ayant totalement perdu le contrôle des soldats et effrayés à l'idée qu'ils puissent établir des liens de solidarité avec les soldats iraniens, le commandement militaire a ordonné le bombardement pur et simple de ses propres positions : les positions irakiennes ! Tir d'artillerie, aviation, missiles sol-sol n'étaient pas de trop pour mater les insurgés ! La "bataille" a fait 8500 victimes et n'a pas duré deux heures. Les informations proviennent de soldats ayant survécu au massacre.

Pendant que déserteurs et insurgés des villes se rejoignent dans les montagnes du Kurdistan et les régions du Marais pour organiser des actions défaitistes, les forces de répression multiplient les mesures d'intimidation : inspection des logements, fouille des

suspects, contrôle des cartes d'identité, couvre-feu, ... On voit régulièrement dans les villes irakiennes des déserteurs pendus pour "haute trahison" ou acte de "lâcheté" : il s'agit pour la plupart de soldats qui ont refusé les ordres ou organisé des actions défaitistes. Ainsi à Kut, en mai '83, 500 prolétaires ont été accusés de "crime contre la nation". L'augmentation des prolétaires arrêtés a obligé le gouvernement irakien à créer de nouvelles prisons dans toutes les régions. Ce sont de véritables centres de torture où l'alternative est la peine de mort ou le renvoi au front ! A Bagdad et dans certaines autres villes, ce sont des flics soudanais, pakistanais et égyptiens qui -parallèlement à la mise au travail d'une main-d'oeuvre immigrée de ces régions- sont venus donner un coup de main aux forces de répression locales ! Le Capital mondial assure le maintien de l'ordre ! ...

A Amara, des défaitistes ont fait sauter un arsenal proche de la ville. L'explosion a été revendiquée par un groupe de soldats, comme action de soutien à la lutte des militants défaitistes opposés à la guerre dans les régions du Marais. Un attentat similaire a eu lieu à Kut. Au printemps '83, ces régions du Marais ont été secouées par une série d'actions défaitistes. Des sabotages ont été organisés par des milliers de soldats ayant quitté l'armée ou fui le "travail populaire". Les forces armées irakiennes ont lancé une vaste offensive contre eux pendant les mois d'avril et mai et plus particulièrement dans la région de Babed entre le 29 avril et le 5 mai. Avec l'aide de l'artillerie lourde, de missiles sol-sol et de l'aviation, l'armée irakienne a bombardé toute la région pendant près de deux semaines avant de lancer l'infanterie pour le "ratissage". Les villages qui avaient une attitude trop complaisante envers les militants défaitistes ont été systématiquement brûlés. A Douro, un village situé au sud de Hilla, les habitants ont résisté les armes à la main contre les forces de l'ordre pour empêcher les fouilles de maisons et les arrestations des déserteurs. A Kasem, dans la même région, un détachement armé de défaitistes a attaqué l'armée irakienne qui assurait la garde de la voie ferrée reliant Bagdad à Bassorah. Les 3 et 4 mai '83, dans la région de Kefel, l'armée irakienne, envoyée pour "nettoyer la région de toute force subversive" s'est opposée pendant 2 jours aux éléments défaitistes soutenus par les habitants de la région. Malgré la mobilisation de toute sa puissance et après une dure bataille, l'armée n'était toujours pas parvenue à contrôler la région. Il a fallu de gros renforts en armes et en troupes pour bombarder les villages, massacrer les défaitistes et les villageois qui les soutenaient ou qui avaient eu simplement le malheur d'assister aux actions. Les cadavres des militants défaitistes ont alors été chargés sur des véhicules militaires et promenés dans les villes de la région "pour montrer aux citoyens que la nation ne cède pas son pouvoir à ses ennemis et qu'elle ne les laisse pas impunis" (communiqué du commandant général des forces armées irakiennes pendant le mois d'avril '83) !

Nous n'avons pu pour des raisons de place reproduire d'autres passages fort intéressants. Nous renvoyons nos lecteurs à l'article intégral publié dans "Le communiste n°20". Bien qu'ayant des divergences importantes avec ce groupe révolutionnaire, nous coïncidons avec celui-ci sur la nécessité de l'internationalisme prolétarien et du défaitisme révolutionnaire. De telles informations, malgré les limites certaines du mouvement prolétarien en Irak et en Iran, doivent circuler le plus possible. C'est ce que nous faisons.

Malgré les aspects positifs de la lutte de classe au moyen Orient, d'après les informations que nous avons publiées, il ne s'agit pas non plus d'exagérer outre mesure ce qui se passe dans ce secteur du monde capitaliste. Car

bien que le blocus de l'information existe, celui-ci ne pourrait se maintenir complètement dans le cas d'une généralisation consciente du défaitisme révolutionnaire, de la transformation de la guerre capitaliste en guerre civile révolutionnaire. De nombreuses mystifications et entraves existent et subsistent tout particulièrement dans ces pays (islamisme, nationalisme, démocratisme, syndicalisme ...). Sans cette rupture radicale et franche, le prolétariat malgré sa combativité sera défait à tous les niveaux.

La responsabilité d'une telle défaite n'incomberait pas seulement au prolétariat de ces secteurs, mais bel et bien au prolétariat du monde entier. La guerre entre l'Iran et l'Irak ne doit pas être considérée comme un conflit spécifique au moyen orient (qu'ils se démerdent !) mais comme une guerre du monde barbare dans lequel nous vivons et que nous devons combattre en nous battant en premier lieu contre le capital national qui nous opprime. Les internationalistes du monde entier s'unissent et s'uniront par delà les frontières. Nous y contribuons et nous y contribuerons sans trêve.

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous. Supprimons les armées, les polices, la production de guerre, les frontières, le travail salarié !
Armes, pouvoir, économie au prolétariat !

(les extraits proviennent du "Communiste" organe du groupe Communiste Internationaliste, BP 54 Bxl 31 Bruxelles, Belgique)

COMMUNIQUE

" Nous sommes un petit groupe de communistes italiens en exil en France dont les erreurs du passé pèsent malheureusement d'un poids très lourd sur le présent.

Il y a cinq ans nous avons quitté un groupe de terroristes petit-bourgeois de type anarchiste pour évoluer vers les positions historiques défendues par la Gauche communiste d'Italie. Le terrorisme est l'expression désespérée des classes moyennes laminées par la pression de la crise à une époque où le prolétariat n'est pas encore prêt à constituer de façon formelle son parti et par conséquent encore incapable de donner à ces éléments une perspective de lutte communiste. Notre rupture ne pouvait donc se faire de la

même façon qu'avec un groupe légal. Elle a été compliquée par deux facteurs : d'abord et avant tout par le fait que pèsent sur nous les poursuites en instance des cours de justice, et deuxièmement, avec les "combattants résiduels" qui ont décrété qu'une rupture n'est pas autre chose qu'une trahison et de la collaboration.

Sur la base de mensonges notoires, nous avons pendant des années été l'objet de dénigrements, menaces et agressions physiques, qui ont culminé par une attaque dans la manifestation du premier mai à Paris, attaque qui ne s'est pas transformée en tragédie que de justesse.

Nous faisons un appel aux organisations révolutionnaires, parce qu'elles

doivent être sur leurs gardes contre de telles pratiques de police stalinienne et parce que notre témoignage peut avoir comme valeur d'accroître la conscience contre le réformisme nationaliste armé qui se donne le masque du communisme. L'histoire a déjà montré que durant la montée de la lutte de classe, ces forces vont s'aligner ouvertement du côté de la contre-révolution, comme des ennemis du parti indépendant de la classe ouvrière.

Signé : A.E., F.I., P.M.
Paris, juin 1984

Nous publions ci-dessus un communiqué que nous avons reçu d'un petit groupe d'éléments ayant appartenu à une organisation terroriste en Italie et qui se trouvent actuellement sur les positions de la gauche communiste.

Nous tenons à saluer leur détermination de rompre avec ce qu'ils appellent le "terrorisme petit bourgeois de type anarchiste", terrorisme qui n'est fondamentalement ni petit bourgeois, ni anarchiste, si c'est aux brigades rouges ou à Prima linea qu'ils se réfèrent. En effet ces derniers, indépendamment de la composition sociologique de leurs membres, sont un appendice du terrorisme du capital, et du capitalisme d'Etat en particulier. Objectivement et subjectivement ces groupes s'alignent déjà du côté de la contre-révolution.

La rupture de ces camarades n'est donc ni une capitulation devant l'Etat capitaliste, ni une collaboration avec celui-ci comme c'est le cas des "repentis", mais bien plutôt un pas en avant pour se situer face à ceux qui d'une manière ou d'une autre le défendent.

lutte de classe en Gr. Bretagne

Alors que les médias annonçaient à qui mieux mieux la naissance de Henry, fils de lady Di et du prince Charles, nous ne pouvions que rester baba devant l'importance de l'événement qui relègait loin derrière lui les quelques futs d'hexafluorure d'uranium coulés en mer du Nord et un événement plus folklorique encore: une grève de mineurs, 150 000 paraît-il et quelques milliers de dockers sympathisants, solidaires de leur cas.

Depuis six mois, ces mineurs ont dirait-on, des problèmes d'emploi, de fermetures de puits, enfin des brouilles quoi! De toute façon rien de bien contraignant pour leur survie et celle de leur progéniture qui, il est vrai, n'a elle rien de royale... Pour l'essentiel c'est ce que le bon peuple de France apprend épisodiquement par la presse, concernant le conflit. Entre la rubrique mondaine et l'"objectivité" des journaux, la classe capitaliste maintient un black-out terrible, privant le prolétariat français d'une expérience de lutte importante.

Dans une époque de décadence sociale qui n'exclut pas pour autant la lutte de classe, la conscience et la solidarité humaine tend à s'embourber. Et aujourd'hui la conscience du prolétariat - classe porteuse d'un devenir humain - tend à se diluer dans la vase des corporatismes, nationalismes et particularismes tous porteurs d'une régression mesquine en comparaison de l'incroyable potentiel d'émancipation que le capitalisme a engendré. De plus en période de restructuration du capital, ces phénomènes réactionnaires tendent à croître, la classe ouvrière pensant plus à remplir son ventre et préserver avec acharnement ses chaînes d'esclavage salarié, renforçant ainsi sa soumission à l'ordre établi et à la surexploitation de sa force de travail.

Précarité de la survie pour le prolétariat et altération de sa conscience de classe vont de pair, ou peu s'en faut! L'embrigadement, l'encadrement des prolétaires par l'idéologie stalino-syndicale de perpétuation de l'esclavage salarié, porte toujours ses fruits que l'échec de la révolution russe et la contre-révolution stalinienne ont fait murir.

Privée de perspective révolutionnaire et communiste par les partis anti-communiste et anti-socialiste, ainsi que leur soutien "critique" trotskyste, la classe ouvrière internationale fait preuve d'incapacité à reconnaître et à affronter ses ennemis.

La grève des mineurs en Grande-Bretagne qui dure maintenant depuis sept mois est une illustration des terribles obstacles que le prolétariat doit franchir pour enfin se placer sur le terrain de l'offensive anti-capitaliste. Le mouvement des mineurs anglais est la riposte à une tentative de fermetures de puits dans les charbonnages. Cette riposte, dont l'enterrement a été bien organisé, révèle plusieurs aspects positifs.

Tout d'abord la combativité et la détermination des mineurs dont le mouvement quasi spontané a bousculé et forcé le syndicat à cautionner les piquets de grève dans leurs actions de violence ouvrière contre le "droit-au travail" des autres salariés. Cette riposte a permis la mise en évidence d'une résistance face à l'aggression capitaliste, secouant le fatalisme qui règne dans la classe ouvrière - malgré les soubressauts qui l'agitent de façon désordonnée et isolée - déboussolée par l'exacerbation de l'exploitation que nécessite une plus grande concentration du capital.

Ensuite il y a eu réelle solidarité de certains secteurs ouvriers, cheminots mais surtout dockers, puisque ceux-ci, après un premier débrayage enterré, ont réédité leur action en affirmant clairement leur soutien aux mineurs en grève. Bien que castrée de son réel contenu de classe par une corporatisation syndicale, cet élan de solidarité montre que certaines franges du prolétariat anglais tendent vers une unité de conscience de leurs intérêts et plus globalement de ceux de leur classe.

L'ampleur du mouvement d'un point de vue numérique marque aussi une rupture dans la concurrence que se livrent les prolétaires. L'union sacrée des licenciés et de ceux plus ou moins surs de conserver leur poste, et ce pour les trois régions, est un germe d'une conscience de la défense de l'intérêt de classe face à l'Etat capitaliste.

Mais en contre-partie, cette lutte met en relief la faiblesse de ce qui aurait pu déboucher sur un conflit plus global, plus radical aussi.

- Faiblesse organisationnelle d'abord. Les mineurs ont laissé les mains et la parole libre à leur syndicat pour organiser et diriger la lutte. Ils lui ont laissé le soin de s'exprimer en leur nom même dans un langage "radical", en fait pour pousser ou tirer le mouvement dans des impasses du genre "empêcher l'acheminement du charbon" ou en corporatisant le conflit. Aucune mesure d'auto-organisation, ni comités de grève, ni d'élection ou de désignation de délégués révocables et indépendants du syndicat, n'a pu se mettre en place. Les mineurs se sont contentés des mots d'ordre syndicaux.

Cette faiblesse organisationnelle a empêché la jonction avec le reste de la classe ouvrière, elle a permis l'isolement de la catégorie professionnelle dénommée "mineurs" en lui déniait son caractère de fraction de la classe exploitée.

- L'organisation de la lutte suppose aussi un contenu. La recherche d'une solidarité de classe et non pas syndicale (d'ailleurs rejetée par le TUC) est seule capable de faire émerger une solidarité active et offensive des prolétaires. En restant cantonnés sur leurs "piquets de grève" et le "sauvetage des mines", en ne cherchant pas à impulser des mots d'ordre communs à l'ensemble de leur classe, les mineurs ont perdu la possibilité d'une extension de la lutte sur la base de la défense de l'intérêt de classe contre le capitalisme en "crise" ou bien portant.

Ceux qui voient dans les affrontements des prolétaires avec la police le summum de la radicalité confondent l'homme aux abois et le prolétariat en lutte : la violence n'est rien si elle ne s'appuie pas sur un contenu de classe. L'attaque de la propriété privée par la

distribution du charbon en stock, le refus de soumettre les piquets de grève à une quelconque restriction, la dénonciation de l'Etat comme garante l'exploitation de l'ensemble de la classe ouvrière sont des mesures qui font que l'affrontement n'est plus celui du prolétariat contre la police mais contre le capital dans son ensemble.

- Si au départ les piquets de grève sont l'expression de la volonté des mineurs avec ce qu'elle comporte de refus instinctif du "droit au travail", de détermination violente contre le reste du prolétariat, ils sont devenus par la suite des symboles de la soumission à l'ordre syndical. En ne s'organisant pas pour faire face aux repréailles policières, ni pour empêcher le travail des autres entreprises, ni de façon pratique et solidairement avec les dockers, les mineurs ont laissé la voie libre à toutes les formes d'enterrement et de séquestration de leur lutte.

Enfin la Grande-Bretagne compte quelques trois millions de chômeurs, la situation de la classe ouvrière n'a jamais été aussi mauvaise, aussi la réappropriation des produits aurait du être une tâche fondamentale. C'est elle qui aurait pu aussi permettre l'indispensable lien entre grévistes, population, chômeurs, inciter l'enthousiasme du prolétariat international et permettre la décantation du camp prolétarien.

Pour finir, nous dirons encore ce que nous n'arrêtons pas de répéter : pour le prolétariat, qu'il soit britannique, français, belge ou autre, la réussite ou l'échec de ses luttes passent par la lutte ouverte contre tout syndicalisme. Reconnaître dans les syndicats un ennemi de classe est une porte qui ouvrira théoriquement et pratiquement sur une offensive de destruction du système capitaliste, à l'Est comme à l'Ouest.

La destruction du monde barbare, absurde qui est le nôtre et la construction d'une société débarrassée des frontières et des classes, est à ce prix.

Charité ou Solidarité de Classe

La grève des mineurs anglais se poursuit dans l'indifférence internationale. Pourtant le gouvernement de sa très gracieuse majesté n'hésite pas à frapper fort. Après 7 mois de conflit, il y a 2 morts, 900 blessés, 6000 arrestations, le blocage des allocations familiales et même des fonds syndicaux, ce qui coince quelque peu la N.U.M. (le syndicat des mineurs) bien que cela redore aussi un peu son blason auprès des mineurs.

L'habituel cordon sanitaire journalistique a suffi pour éviter une contamination internationale à partir de ce foyer particulièrement résistant. Les prolétaires belges, français, allemands, hollandais, en bons voisins, jettent un oeil sur la mêlée ... sans s'en mêler.

Cela ne suffit sans doute pas à la C.G.T. qui, sous couvert de solidarité internationale, salit la lutte des prolétaires anglais. En effet elle appelle à la solidarité financière, elle quête pour les mineurs, cultivant le misérabilisme, confondant cette lutte et la journée du coeur, rabaisant un combat ouvrier au rang d'oeuvre charitable et présentant le mineur une sébille à la main alors-même qu'il brandit une barre à mine au poing !

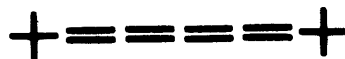
Car nous sommes solidaires de ces grévistes qui combattent vigoureusement leur patron; leur économie nationale, même s'ils n'ont pas réussi à se débarrasser de leur ennemi intérieur: le syndicat.

Mais la solidarité ne peut être une simple aide financière manipulée par un syndicat, c'est-à dire par un organisme qui ne peut accepter que les prolétaires cessent un jour d'être des prolétaires. La solidarité passe par la reprise de l'exemple des ouvriers anglais, en faisant encore mieux qu'eux.

Il faut leur montrer qu'il ne s'agit pas de profiter de la faiblesse de l'industrie minière anglaise, due à leur action, pour que les mines françaises tournent mieux et que les Charbonnages engraisent plus. Au contraire, il faut en profiter pour montrer la force que peut avoir la classe ouvrière par-delà les frontières, en s'affrontant également à l'économie nationale et ses défenseurs : patrons, Etat, syndicats, en se battant pour plus de paie et moins de travail et de rendement.

Rien ne doit plus stimuler la lutte dans un pays que les succès obtenus par les prolétaires voisins. La solidarité financière, nous ne devons pas la quêter dans nos poches, mais l'arracher à "notre" Etat et l'attaquer pour cela. La concurrence entre prolétaires conscients de ce qu'ils sont : les producteurs de toute richesse, doit être la concurrence pour faire tomber plus vite son économie nationale que le voisin et non pas pour trimer plus comme un jaune, quand l'autre fait grève.

Bref la solidarité n'est pas dans l'aumône de quelques pièces mais dans des esprits clairs et des bras vigoureux pour terrasser ici le même monstre qu'ils combattent là-bas : le Capital.



PUBLICATIONS DU F.O.R. :

- en français:			
*Parti-Etat, stalinisme, révolution	G.Munis Ed.Spartacus	20,00	
*Les syndicats contre la révolution	B.Péret, G.Munis Ed.Eric Loefeld	20,00	
*Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial	G.Munis	25,00	
	(Reproduction photocopiée de l'édition de 1946)		
*Le manifeste des exécutés	B.Péret	25,00	
	(Reproduction photocopiée de l'édition de 1946)		
*Pausse trajectoire de Révolution Internationale		5,00	
*Alarme spécial organisation (n°13)		5,00	
*Alarme, collection complète, les dix numéros :		30,00	
- bilingue français-espagnol:			
*Pour un second manifeste communiste	Ed.Eric Loefeld	20,00	
- en espagnol:			
*Jalones de derrota, promesa de victoria	G.Munis	80,00	
	(Reproduction fac-similé de l'édition de 1948)		
*llamamiento y exhorto a la nueva generacion	Imp.La ruca obrera	12,00	
*Explicacion y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV Internacional		20,00	
	(Reproduction photocopiée de l'édition de 1949)		
*Cincuenta anos despues (el Trotskysmo)		15,00	
- en grec:			
*La gauche communiste en Grèce 1918-1930		30,00	

Imprimerie Borronee
9 rue Borronee 75015 Paris
Dépôt légal 3^e trimestre 68
Directeur de la publication
P. Maréchal
Commission paritaire n°61890